

Le programme de l'hon. M. Perron

«La situation réelle des cultivateurs de la province est loin d'être désespérée. Ils subissent le contre-coup de la crise qui a secoué les assises de l'agriculture mondiale. Notre problème est moins compliqué que celui de beaucoup d'autres pays. Nous avons confiance en un relèvement vigoureux parce que nous pouvons compter sur les deux plus grands facteurs de succès que l'on puisse désirer.

«Premièrement : — Une population rurale saine aimant le travail de la terre, économe sans mesquinerie, et qui sont aujourd'hui la nécessité d'un changement complet dans les méthodes de production et de vente actuellement employées. Les cultivateurs et leurs représentants attirés qui ont été consultés admettent ce point sans ambages. Cette admission est importante parce qu'elle nous permet d'élaborer immédiatement une politique énergique de rénovation de l'agriculture. Pour mener à bonne fin cette entreprise, il nous faudra des connaissances et de la volonté. Le programme que nous présentons a été soumis à la critique et aux suggestions d'un grand nombre de personnalités bien au courant des conditions de l'agriculture. Nous n'en réclavons la paternité ni pour nous-mêmes ni pour les officiers du département de l'agriculture. Le programme n'est peut-être pas parfait. Il est susceptible d'amélioration comme toute chose humaine. Il a été fait pour servir les intérêts réels de notre population agricole. La population agricole doit être orientée d'une façon saine et logique. Pour réussir, il faudra vouloir. **Chaque citoyen, quelle que soit sa profession, a le devoir de s'intéresser au progrès de l'agriculture.** Et la compréhension de ce devoir social doit s'exprimer par des actes. Le cultivateur sur la terre est et doit rester le principal artisan du relèvement agricole. Le gouvernement l'assistera dans la pleine mesure de ses forces. Les autres classes de la société doivent considérer l'habitant du rang tel qu'il est en réalité : le plus ferme soutien et le gage le plus assuré de la survie de nos terres en Amérique. Sachons rendre au cultivateur la considération à laquelle il a droit. Et ici nous nous permettons de lancer un appel particulièrement pressant au clergé. Un clergé rural dans le sens profond du mot soutenant l'effort d'une classe agricole qui veut améliorer sa situation et prendre les moyens nécessaires pour y parvenir, faciliterait au-delà de toute expression le travail du pouvoir public. Nous sommes assurés à l'avance d'obtenir de nos prêtres et de leurs dirigeants la coopération dont nous avons besoin.

«Deuxièmement : nous possédons des marchés : Une étude sérieuse de ce que produit et consomme la province nous permet de conclure qu'il existe chez nous de grandes possibilités. Sait-on, par exemple, que la ville de Montréal importe au-dehors 70% à 75% (\$12,000,000.00) des œufs nécessaires à sa consommation et à celle des principaux centres québécois ? Ces œufs devraient provenir de nos poulaillers. La même situation existe pour le bœuf (importations \$2,000,000) pour le porc (importations \$5,000,000), pour les chevaux (importations \$2,000,000). Ces produits animaux pourraient être obtenus dans la province. Les quinze millions de dollars versés chaque année à l'étranger pour payer nos importations de grains d'alimentation, pourraient être réduits de moitié. Les trois-quarts de nos grains de semence de grande culture, représentant une valeur d'environ \$1,500,000, ne sont pas produits sur nos fermes, alors qu'ils pourraient l'être. Nous importons les légumes par milliers de choux ; des tomates, 1327 choux, des concombres 236 choux, du céleri 500 choux, de la laitue 354 choux, des choux 279 choux, etc., etc. (avril 1928 à avril 1929). Tout le monde s'accorde à dire que

nos terres à patates ne sont pas surpassées en Amérique. Nous en achetons ailleurs 4,000 choux environ chaque année alors que les nôtres pourrissent dans les caves, parce que les commerçants ne peuvent pas trouver chez nous les variétés et la qualité que le consommateur exige. **On ne nous fera jamais croire que nous ne pouvons pas obtenir chez nous la plus grande partie des importations que nous avons énumérées.** Nos exportations se réduisent à peu de chose : du fromage, des moutons, du foin et de la crème.

«Ce ne sont donc pas les marchés qui manquent. Notre agriculture pourrait doubler sa production dans toutes ces branches sans qu'il y ait de craintes sérieuses à entretenir au sujet du placement des produits. Sans doute, il faudra des organismes spéciaux chargés de distribuer et de vendre aux meilleurs prix, mais il est nécessaire de mentionner ici que notre problème n'est pas tant un problème de marché comme un problème de production et d'organisation de la vente. Ceci est moins difficile à régler que cela. Si nos marchés locaux deviennent insuffisants, il nous restera toujours la possibilité de vendre à l'étranger. Nous avons déjà des situations acquises et enviables à l'étranger. Et il faut envisager le développement du commerce d'exportation comme inévitable si l'on veut porter à son maximum l'agriculture du Québec. Nous sommes capables de vendre avec avantage nos produits en concurrence avec ceux des autres pays fournisseurs de l'Angleterre et de l'Europe. Et nous le prouverons le jour où, les besoins locaux étant satisfaits, nous devrons écouler nos surplus de l'autre côté de la ligne 45ème ou de l'Atlantique.

Concentration de la production

«Insuffisante en quantité, notre production agricole prise dans son ensemble manque de qualité et est trop éparpillée. Un premier point sera d'améliorer la qualité de nos produits. Les consommateurs vont chercher ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas ici. En plus, il y aura lieu de faire tous les efforts possibles pour concentrer les différentes productions sur des territoires appropriés. **L'on devrait produire des pommes là où les pommes sont d'une venue économique et assurée, des moutons dans les districts à moutons, du lait et des vaches laitières dans les régions où le sel et les conditions de transport le permettent.** Nous voudrions parvenir à grouper ici et là dans la province les principales productions agricoles. A cet effet, j'ai fait préparer, au cours des six dernières semaines, une carte agricole de la province permettant de grouper ensemble des comités ou des parties de comités en tenant compte des conditions du sol, du climat, des marchés et des transports qui font varier les systèmes de culture. De cette façon, les cultivateurs pourront être groupés pour des fins de production et de vente. Dans les 23 districts agricoles qui ont été établis et qui couvrent tout notre domaine de terre arable actuellement exploitée, nous serons en mesure de donner une direction efficace et de dire aux cultivateurs ce qu'ils doivent produire en leur indiquant les marchés à leur portée. Ce sera, croyons-nous, un moyen d'utiliser au maximum les deniers publics mis à la disposition des cultivateurs. Cette propagande s'inspirera des intérêts et des besoins locaux d'abord. Pour bien les connaître, des enquêtes sérieuses et bien conduites s'imposent. Elles ont déjà été entreprises.

«Par ailleurs, ces régions où les systèmes de culture seront similaires créeront des centres de production où le commerce pourra s'approvisionner. Si les commerçants semblent préférer d'autres provinces à la nôtre, c'est parce qu'ils y trouvent ordinairement les produits réclamés par leur clientèle, et un volume suffisant pour opérer leurs transactions par quantités de choux complets dans les limites d'un territoire d'étendue plutôt restreinte.

Associations

«Pour aboutir à une entente plus étroite entre le gouvernement et les cultivateurs, il nous a été suggéré de modifier les sociétés d'agriculture et les cercles agricoles pour en arriver à un type unique de société subventionnée par l'Etat.

Cette question est encore à l'étude. Nous ne nous sommes pas encore arrêtés à une solution définitive. Cela ne saurait tarder. Il nous a été recommandé d'inviter les cultivateurs à s'unir et à se réunir dans les cadres d'une organisation uniforme ou à peu près par toute la province. Il vaut mieux traiter avec des groupes et ne pas perdre notre temps et notre argent à traiter avec des individus. Le cultivateur sera appelé à faire partie d'une société qui servira d'intermédiaire entre le pouvoir public et la classe agricole. La liberté de chacun sera respectée. Personne ne sera enrôlé de force. Mais il nous a été démontré qu'il était nécessaire, pour savoir où nous allions, de savoir avec qui nous traitions. **C'est pourquoi une organisation locale s'impose.**

Coopératives locales

«Il nous a été dit et redit que nous ne pouvions escompter un avancement rapide de l'agriculture sans perfectionnement dans les méthodes de vente et d'achat. En conséquence, nous sommes disposés à faciliter la multiplication des organismes coopératifs. Les difficultés sont nombreuses. Pour être bon coopérateur, le cultivateur doit être convaincu. L'intelligence de notre population rurale nous inspire confiance. Nos gens se rendront à la voix du bon sens. Produire et bien produire ne suffisent plus. Il faut savoir vendre. Le cultivateur, absorbé par la conduite et l'exécution des travaux de sa ferme, ne peut pas s'occuper personnellement du placement de ses produits. Il se tirera de cette situation en confiant à sa coopérative locale les marchandises qu'il vend et en la chargeant d'acheter en commun les engrais chimiques, la chaux, les moulées, etc., dont il peut avoir besoin. L'existence d'un organisme local soluble et vigoureux lui permettra de retirer plus d'argent de ses ventes et de payer moins cher les articles nécessaires à l'exploitation de sa ferme. Là où les conditions de la production et du transport conviendront, nous demanderons aux cultivateurs de former une coopérative. Ceci voudra dire une organisation d'achat et de vente par paroisse ou par groupe de trois ou quatre paroisses selon le cas.

Coopérative centrale

«Des autorités en la matière ont parlé d'affilier, dès le début, les nouvelles coopératives locales et aussi rapidement que possible les coopératives actuellement existantes, à un organisme central. C'est un gros problème. Il importe de lui donner une solution équitable. D'après les opinions et les renseignements qui ont été recueillis, il apparaît nécessaire, pour faire œuvre durable, de relier les organismes locaux à un organisme central. Pour nous deux choses existent :

1.—La nécessité de la coopération. Tout le monde est d'accord là-dessus.

2.—La nécessité d'avoir une bonne coopérative centrale capable d'attirer et de retenir à elle les coopératives locales.

«A cet effet, nous nous proposons de réorganiser la centrale qui existe actuellement, la Coopérative Fédérée. Cette organisation n'a pas toujours donné son plein rendement. Son action a été limitée par bien des facteurs d'un contrôle difficile et coûteux. Elle a manqué de facilités matérielles. Elle a été en butte à des attaques de toutes sortes. Il faut cependant lui rendre ce témoignage qu'elle a rendu de grands services à la classe agricole. La **Coopérative fédérée doit se maintenir et elle se maintiendra.** Son action se limitera à la coopération pure et simple. Pas de commerce. Un comité représentant la classe agricole, les associations agricoles,

(Suite à la page 591)

Traitez l'IMPURETÉ du SANG

Pilules Dodd pour le Rein

J'ai besoin d'un homme

pour me représenter dans votre localité. Je le paierai libéralement. Je l'engagerai dans une affaire permanente où il pourra gagner de \$3,000 à \$8,000 annuellement. Si vous êtes intéressé, écrivez à D. S. Kent, 36 rue Wellington Est, Dept. 12, Toronto, Ont.

MARQUES DE COMMERCE

En tout pays demandez le GUIDE DE L'INVENTEUR. — TEUR Qui sera envoyé gratuitement.

MARION & MARION

364 rue Université Montréal.
22½ rue St-Pierre Québec et Washington, D. C.

AVIS IMPORTANT

Envoyez votre crème ou vous savez que vous serez payés les plus hauts prix du marché, en tout temps de l'année.

Tous nos vieux fournisseurs de crème sont satisfaits de la manière que nous les accommodons et des hauts prix que nous payons.

De plus nous payons le transport. Écrivez-nous de suite. Nous avons de gros contrats à remplir.

Envoyez toute votre Crème à

Brookside Dairy, Ltd.

Chemin Saint-Louis Québec

Fournisseur du Château Frontenac
Hopital Jeffrey Hale Etc.

Affiliation de J.-B. Renaud & Cie, Inc. Paiements assurés 2 fois par mois.

Vous sauvez 1½ à 2c par livre de gras seulement sur le transport.

Nous payons 3c de plus pour la crème douce.

Le program

appuyé par le ministère culture, sera formé et questions suivantes:

a) Le développement notre commerce d'exportables à Montréal pour certains moments l'encombrement du marché et pour assurer la production des produits agricoles.

b) L'érection d'entrepôts permanents pour assurer la production des animaux vivants. Les décisions auxquelles le comité seront dans le plus court délai. Nous faire du Québec un de coopérateurs. Nous rons rien pour mettre su coopérative centrale capable de satisfaire les plus exigeants côté, les cultivateurs de leur part en s'organisant pérennes locales vivantes soutenues et alimentées de bons produits. Une intelligente nous inspire mais nous savons aussi bien vendre, il faut d'acquiescer.

«La question de l'achat de chaux, des engrais chimiques, des semences doit toute notre attention arriver à permettre au cultivateur de diminuer ses frais d'achat en réduisant au minimum l'achat de ses matières premières dont il a besoin. Nous ici encore améliorer la situation actuelle mais nous porterons exclusivement sur les éléments essentiels à l'agriculture.

PUBLICITE

«Une forte campagne de publicité s'impose. Elle offrira au cultivateur les renseignements les plus récents et les plus sur les prix du marché et la demande probable des produits. Les résultats de l'expérimentation scientifique vulgarisés à l'extrême. Le **Journal d'Agriculture** de meilleure revue agricole du Canada. Il paraît fréquemment.

«Nous indiquerons où vent les terres à vendre d'intéresser les fils de ceux qui cherchent à s'établir. Ils devraient songer tout d'abord à s'installer sur des terres situées à proximité des centres, au lieu d'être isolées dans des régions et mal desservies par les chemins de fer.

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE

«Pour satisfaire aux besoins d'un pareil programme, il faut appliquer avec une maximum d'efficacité, quelques modifications à l'organisation du département de l'Agriculture. S'imposent quelques années. L'on réorganise d'un service de renseignements ruraux. Nous nous rendons compte de cette demande. sera chargé des enquêtes qui s'imposent ou qui s'imposent de la coopération, de la recherche économique sédera quelques autres d'ordre administratif. des services sera réduit tributions nettement de leur action fortifiée. Un des services sera nommé ministre sera divisé en quelques principales comme suit:

1.—Un service des agronomes

«Les agronomes seront, districts respectifs, les représentants du Ministère culture auprès de la classe agricole. Ils auront pour instruction de leur bonne pratique en s'inspirant des conseils et directions qui leur sont par l'administration centrale principal travail consister la culture en tenant compte des besoins principaux de chaque culture, etc. Ils devront voir au bon fonctionnement des sociétés agricoles.